

Chronique d'un proviseur

« CE QU'ON FAIT DE VOUS HOMMES FEMMES »

Aragon

Huitième partie

AVRIL ou LA FABRIQUE A MALHEUR

III- Confusions et dissonances

Les parents ...

Le système scolaire en matière de relations avec les parents est absolument hypocrite. Nous n'entretiens de relations qu'avec les parents qui partagent notre discours. Ceux à qui l'école est étrangère, - 20% de participation aux élections des parents au Lycée professionnel, 30% des parents de nos élèves n'ont aucun diplôme et, parmi eux, nombre d'analphabètes-, échappent à la règle sociale et à toute sociabilisation qui pourrait placer leurs enfants dans des conditions favorables.

Autant que les enfants, les parents sont mal à l'aise vis-à-vis de l'école. De l'incompréhension à l'agressivité, ils reportent sur le système scolaire l'incapacité où ils se trouvent souvent d'éduquer leurs enfants. Lorsque nous recevons des parents (nous ne recevons que les parents des élèves difficiles !), le discours est le même : « nous faisons ce que nous pouvons ». Ils se sentent toujours responsables des difficultés de leur enfant, qu'ils vivent comme leur propre échec.

Les tensions ...

Un soir, en raison d'un menu particulièrement détestable, les internes décident – encouragés à cela par des surveillants « révolutionnaires », de ne pas entrer au restaurant. Les agents s'inquiètent de ne voir personne. On m'explique sur place que les élèves font cette « grève » du repas.

Le lendemain, par mesure de représailles, les agents ne servent pas le plat préparé à l'avance pour un jeune élève lourdement diabétique. Il ne dit rien, et tombe dans le coma dès le premier cours de l'après-midi.

Jeux imbéciles de rivalités, pénalisation hors de propos d'un élève, comportements de part et d'autres puérils, signes évidents d'ignorance et de mépris des uns pour les autres, qui ont, en l'occurrence, failli nous conduire au drame.

Il m'a fallu bien du temps et de la patience pour nouer un dialogue, pour prévenir d'autres drames.

Un établissement –surtout un de cette taille- n'est pas un simple agrégat de profs et d'élèves, maintenus en équilibre par un chef d'établissement « veule ». Pour une jeune enseignante¹, fraîchement émoulue de l'Université, il y a « les dames de service ». En réalité, l'ensemble des Personnels A (administratifs), T(techniciens), O(ouvriers), S(de service), est un ensemble d'origine et de formation diverses, allant de l'OS à l'ouvrier qualifié (souvent très qualifié), en passant par la secrétaire (qui a une licence d'histoire). Depuis

¹ Mara GOYET, *Collèges de France*

les années 1980, l'Education nationale ne se préoccupe guère de recruter des « agents » en nombre suffisant. C'est pourquoi les différentes formules (TUC, Contractuels, Emplois jeunes, Contrats aidés, aujourd'hui) sont devenus indispensables.

Public extrêmement hétérogène, les « agents » (56 dans cet établissement) ne se sentent que peu concernés par le rôle d'éducateur qu'ils doivent jouer vis-à-vis des élèves. Certains, qui ont hérité de leurs parents une certaine « fierté ouvrière » et l'amour de « la belle ouvrage », réfléchissent à l'aménagement des lieux, à l'aspect fondamental de l'accueil, le matin, au restaurant scolaire des internes. Il les connaissent, s'enquière de leur santé, ou de la qualité de leur sommeil ; vrais parents substitutifs, ils contribuent à créer un climat familial indispensable pour ces jeunes ruraux, éloignés de tout, souvent placés là par une famille engluée dans des difficultés sociales et financières, incapable de s'occuper d'eux.

D'autres, hélas plus nombreux, considèrent leur travail comme une tâche dont la fin n'arrive jamais assez vite, ils ne se conçoivent pas du tout comme membres d'une communauté au service de l'éducation des élèves. Au contraire, les élèves sont les vrais ennemis : ceux qui salissent, qui dégradent, qui crachent, etc.

Le service de repas, la qualité de ce qui est offert, la présentation et le soin, le sourire des agents, tout cela rend le moment du repas à la fois reposant et fécond. Quel que soit, pourtant les sommes impressionnantes consacrées à l'achat de produits, le fonctionnement du bureau des achats rend souvent les efforts caducs. La responsable s'entend avec des fournisseurs qui lui font directement de petits cadeaux (des paniers pour Noël, des vins fins, des bourriches d'huîtres, etc.) la condition est l'achat de certains produits en promotion. Je me suis ainsi retrouvé, à ma prise de fonction, face à deux murs de boîtes de 5 kg de raviolis périmés... Je n'ose imaginer les cadeaux obtenus en contrepartie...

D'autres agents trouvent normal, comme par un jeu de compensation en raison d'un salaire souvent dérisoire, de prendre ce dont ils pourraient avoir besoin : ustensiles de cuisine, pains, etc.

La plupart sont souvent mal considérés par les élèves et les enseignants, ignorés ou renvoyés brutalement à leur « fonction » (cf. les « femmes de service »).

Les collectivités territoriales

Depuis le premier janvier 2006, les collectivités locales sont responsables de la gestion des personnels TOS². Et donc du remplacement des agents momentanément arrêtés. L'ensemble des Régions s'est opposé à cette nouvelle étape de la Décentralisation. Nous avons été convoqués par la Vice-présidente de la Région afin de nous expliquer les dispositions prises par la nouvelle majorité. Tout d'abord, l'hostilité au transfert des compétences (qui entraîne le transfert de la gestion des personnels TOS), charge, nous dit-on, qui relève de l'Etat auquel la Région n'a pas vocation à se substituer³. En revanche, la Région souhaitait, comme d'autres Régions, faire bénéficier les familles de la gratuité des manuels scolaires. Une carte lycéen était mise en place, qui allait permettre d'acheter des manuels à hauteur de 80 €. La gestion de cette carte (inventaire des bénéficiaires, validation –par Internet- de chaque carte) se faisant par le Secrétariat du Lycée. La responsable politique nous explique que la Région est décidée à aider les familles pour l'achat des livres comme le Conseil général le fait en collège.

J'interviens alors pour préciser à la dame qu'il s'agit, en collège, d'une dotation d'Etat, et non du Conseil Général. Que, précisément pour cela, la Région accepte ici de se

² Techniciens Ouvriers de Service.

³ Ce qui est, notons-le tout de même, le fondement même de la Décentralisation !

substituer à l'Etat, mais dans ce qui est le plus visible, et le plus « payant », électoralement parlant ; sachant que la gestion des agents n'intéresse personne, dans la mesure où les familles n'en ont guère conscience. J'indique alors que ces choix me paraissent relever de l'incohérence et de la démagogie. Surtout que si, d'un côté, on refuse d'assumer la charge de la gestion des agents, d'un autre, on n'hésite pas à surcharger de travail des secrétaires dont chacun sait que les Lycées sont pauvrement dotés.